

soit pour ouvrir de nouveaux horizons à nos classes agricoles, soit pour faire peser plus lourdement encore sur leurs épaules le joug de notre insouciance ou de notre mauvaise volonté.

A ce point de vue, la question n'intéresse donc pas seulement les cultivateurs, les départements ou les cercles agricoles, mais encore tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, escomptent l'avenir du Dominion et laissent s'étayer sur le bien-être de la nation la sécurité de leurs fortunes personnelles—marchands dont les transactions reposent sur la valeur des produits négociables ; industries manufacturières dont le travail dégénère en surproduction si les populations sont trop indigentes pour constituer une clientèle rémunératrice ; compagnies de transport dont les opérations dépendent de la multiplicité des échanges ; banques et comptoirs dont les spéculations décroîtront si la circulation des capitaux est anormale, etc.

J'ajoute que cette question doit tout particulièrement intéresser les *classes dirigeantes*, parce que celles-ci tendent de plus en plus à se constituer en oligarchie politique hors de laquelle les législatures se hasardent de moins en moins à choisir les hommes d'état et qu'il faut, en conséquence, que cette 'oligarchie, sous peine de devenir paperassière, tyrannique et meurtrière, ne méconnaisse aucune des questions qui peuvent affecter la fortune du pays.